



Etablissement support du GHT
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC) (COMMUN A TOUS LES LOTS)

MARCHES PUBLICS DE SERVICES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique

Procédure N°GHT 2025-08

**Maintenance des équipements et appareils de sécurité incendie et achat
d'extincteurs, robinets d'incendie armés (RIA) et sparklets pour les établissements
du GHT Haute-Bretagne**

Date et heure limite de réception des plis : **Le 25 août 2025 à 12h00**



Plate-forme des achats de l'Etat

www.marches-publics.gouv.fr

SOMMAIRE

CHAPITRE I - POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
Article 1 - Type - Nom et adresse du pouvoir adjudicateur	5
CHAPITRE II - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
Article 2 - Objet du marché public	6
Article 3 - Etendue de la consultation	6
3.1 - Procédure de consultation	6
3.2 - Publicité.....	6
3.3 - Type de marché public.....	6
3.4 - Allotissement	7
3.5 - Forme du marché public et des prix	7
3.5.1 Forme du marché public	7
3.5.2 Forme des prix	7
3.6 - Etendue du marché public - quantités	8
3.7 - Durée du marché public.....	8
3.8 - Classification CPV	9
Article 4 - Conditions de la consultation	10
4.1 - Variantes.....	10
4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	10
4.3 - Options (au sens communautaire).....	10
4.4 - Visite de site.....	10
4.5 - Délai de validité des offres.....	11
4.6 - Conditions de participation des concurrents.....	11
4.7 - Sous-traitance	11
4.8 - Modes de règlement du marché public	11
4.9 - Développement durable : clause d'exécution environnementale/ critères environnementaux	11
4.10 - Développement durable : Insertion par l'activité économique	11
CHAPITRE III - MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	12
Article 5 - Contenu du dossier de consultation.....	12
Article 6 - Modalités de retrait du dossier de consultation	12
Article 7 - Renseignements complémentaires – modification	12
7.1.2 Renseignements complémentaires	12
7.1.3 Modifications de détails du dossier de consultation	12
CHAPITRE IV - CONTENU DES PLIS À CONSTITUER	12
Article 8 - Contenu de la candidature	13

	8.1.1	DUME	13
	8.1.2	Hors DUME	13
Article 9 -	Contenu de l'offre		13
Article 10 -	Conditions de remise des échantillons		14
	10.1 -	Remise des échantillons.....	14
CHAPITRE V -	MODALITES DE REMISE DES PLIS		14
Article 11 -	Conditions d'envoi des plis		14
	11.1 -	Transmission par voie dématérialisée	14
	11.2 -	Copie de sauvegarde.....	14
	11.3 -	Signature du marché public.....	14
CHAPITRE VI -	ESSAIS ET DEMONSTRATION / PRESENTATION		15
Article 12 -	Essais		15
Article 13 -	Démonstration / Présentation.....		15
CHAPITRE VII -	SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES		15
Article 14 -	Examen des candidatures		15
Article 15 -	Jugement et classement des offres		15
CHAPITRE VIII -	ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS		16
Article 16 -	Information des décisions de rejet.....		16
Article 17 -	Attribution		16
CHAPITRE IX -	RECOURS.....		17

CHAPITRE I - POUVOIR ADJUDICATEUR

Préambule

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

En application du décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et du décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire, une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Rennes comme établissement support du GHT «Haute-Bretagne».

Ce GHT est composé des établissements suivants :

- le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,
- le CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE,
- le CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES,
- le CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,
- le CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL (VITRE),
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE,
- le CENTRE HOSPITALIER LE GRAND-FOUGERAY,
- le CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE,
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES (JANZE),
- le CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER.

Seuls les établissements suivants sont concernés par le présent marché public :

- le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,
- le CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE,
- le CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,
- le CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL (VITRE),
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE,
- le CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE,
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES (JANZE),
- le CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER.

Ainsi, il est confié au CHU de Rennes la fonction d'assurer, pour le compte des établissements parties concernés, la passation du marché public ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion d'avenant, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement partie sont précisées dans les pièces du marché public.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés publics relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché public couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés publics, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de de Rennes » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) «Haute-Bretagne».

Article 1 - Type - Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le Centre Hospitalier Universitaire de RENNES (**CHU de Rennes**), Etablissement support du GHT Haute-Bretagne dont les coordonnées sont les suivantes :

Représentant du pouvoir adjudicateur :	La Directrice générale par intérim du CHU de RENNES
Adresse :	Rue Henri Le Guilloux 35033 RENNES CEDEX 09
Adresse du profil acheteur :	http://www.marches-publics.gouv.fr

Agissant en son nom et pour son compte ainsi qu'au nom et pour le compte des établissements parties le «CH de Brocéliande », le «CH Simone Veil de Vitré », le «CH de la Roche aux Fées », le « CH de Redon Carentoir ; le « CH de la Guerche » ; le CH des Marches de Bretagne et le CH Guillaume Régnier qui seront en charge de l'exécution du présent marché public :

Représentant du CH de Brocéliande:	Le Directeur Général du Centre Hospitalier de Brocéliande
Adresse :	33 rue Saint Nicolas 35160 MONTFORT-SUR-MEU
Adresse du profil acheteur :	http://www.marches-publics.gouv.fr

Représentant du CH Simone Veil:	Le Directeur Général du Centre Hospitalier Simone Veil
Adresse :	30 Rue de Rennes 35506 VITRE
Adresse du profil acheteur :	http://www.marches-publics.gouv.fr

Représentant du CH de la Roche aux Fées :	La Directrice Générale du Centre Hospitalier de la Roche aux Fées
Adresse :	4 rue Armand Jouault 35150 JANZE
Adresse du profil acheteur :	http://www.marches-publics.gouv.fr

Représentant du CH de Redon Carentoir	Le Directeur Général du Centre Hospitalier de Redon Carentoir
Adresse :	8 avenue Etienne Gascon 35603 REDON-CARENTOIR,
Adresse du profil acheteur :	http://www.marches-publics.gouv.fr

Représentant du CH de la Guerche	Le Directeur Général du Centre Hospitalier de la Guerche
Adresse :	63 Faubourg de Rennes, 35130 LA GUERCHE DE BRETAGNE,
Adresse du profil acheteur :	http://www.marches-publics.gouv.fr

Représentant du CH des Marches de Bretagne	Le Directeur Général du Centre Hospitalier des Marches de Bretagne
Adresse :	4 Rue Général Lavigne 35560 ANTRAIN
Adresse du profil acheteur :	http://www.marches-publics.gouv.fr

Représentant du CH Guillaume Régnier	Le Directeur Général du Centre Hospitalier Guillaume Régnier
	108 Avenue du Général Leclerc 35703 RENNES
Adresse du profil acheteur :	http://www.marches-publics.gouv.fr

CHAPITRE II - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 2 - Objet du marché public

La présente consultation a pour objet la maintenance préventive et corrective des appareils et équipements de sécurité incendie des établissements parties du GHT Haute Bretagne ainsi que l'achat d'extincteurs, RIA, sparklets et prestations associées.

Article 3 - Etendue de la consultation

3.1 - Procédure de consultation

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

3.2 - Publicité

La consultation a fait l'objet d'une publication sur les supports suivants :

☒ Profil acheteur ☒ BOAMP ☒ JOUE

3.3 - Type de marché public

Marché(s) public(s) de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de services : <input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit-bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service : <input checked="" type="checkbox"/> Catégorie n° 1 : Services d'entretien et de réparation

3.4 - Allotissement

La présente consultation est allotie et comporte 3 lots :

- Lot n° 1 : maintenance préventive et corrective des équipements et appareils de sécurité incendie du CHU de RENNES, et achat d'extincteurs neufs, RIAs, sparklets et prestations associées
- Lot n° 2 : maintenance préventive et corrective des équipements et appareils de sécurité incendie des CH de Brocéliande, CH de la ROCHE AUX FEES, CH DES MARCHES DE BRETAGNE, CH DE REDON CARENTOIR, CH de la Guerche et CH Simone Veil de Vitré et achat d'extincteurs, RIA et sparklets neufs et prestations associées, pour ces établissements
- Lot n°3 : maintenance préventive et corrective des extincteurs et achat d'extincteurs, sparklets neufs et prestations associées du Centre Hospitalier Guillaume Régnier

L'attribution sera effectuée lot par lot, sachant que les opérateurs économiques ne peuvent pas présenter d'offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

Les opérateurs économiques ont la possibilité de présenter une offre pour : ☒ Tous les lots

3.5 - Forme du marché public et des prix

3.5.1 *Forme du marché public*

Le marché public est un accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum exprimé en valeur pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique.

Montant maximum pour toute la durée du marché public pour le lot 1 : 300 000 euros HT

Montant maximum pour toute la durée du marché public pour le lot 2, 158 000 euros HT décomposé comme suit :

- 35 000 euros HT de montant maximum pour le CH des Marches de Bretagne
- 15 000 euros HT de montant maximum pour le CH de Brocéliande,
- 40 000 euros HT de montant maximum pour le CH de Vitré,
- 8 000 euros HT de montant maximum pour le CH de la Roche aux fées,
- 50 000 euros HT de montant maximum pour le CH Intercommunal de Redon,
- 10 000 euros HT de montant maximum pour le CH de la Guerche.

Montant maximum pour toute la durée du marché public pour le lot 3 : 115 000 euros HT

Le marché public est mono-attributaire.

3.5.2 *Forme des prix*

Le marché public comprend :

- une part de prestations prévisibles conclue à prix global et forfaitaire ;
- une part de prestations non programmables conclue à prix unitaires.

Lot 1 ;

La part de prestations prévisibles correspond à la maintenance préventive des appareils et équipements de sécurité incendie et à la maintenance corrective des extincteurs, ainsi que le remplacement à neuf des extincteurs à pression auxiliaire de plus de 10 ans, la rédaction des rapports, de la formalisation et la mise à jour de l'inventaire et la participation aux réunions.

La part de prestations non programmables correspond à la maintenance corrective des Rias, colonnes sèches, désenfumage manuel et poteaux incendie et à la fourniture et à la pose d'extincteurs neufs (hors ceux relevant de la part prévisible), RIA, sparklets et aux prestations associées.

Lot 2 ;

La part de prestations prévisibles correspond à la maintenance préventive des appareils et équipements de sécurité incendie et à la maintenance corrective des extincteurs, ainsi que le remplacement à neuf des extincteurs à pression auxiliaire de plus de 10 ans, la rédaction des rapports, de la formalisation et la mise à jour de l'inventaire et la participation aux réunions.

La part de prestations non programmables correspond à la maintenance corrective des Rias, colonnes sèches, désenfumage manuel et poteaux incendie et à la fourniture et à la pose d'extincteurs neufs (hors ceux relevant de la part prévisible), RIA, sparklets et aux prestations associées

Lot 3 ;

La part de prestations prévisibles correspond à la maintenance préventive et à la maintenance corrective des extincteurs, ainsi que le remplacement à neuf des extincteurs à pression auxiliaire de plus de 10 ans, la rédaction des rapports, de la formalisation et la mise à jour de l'inventaire et la participation aux réunions.

La part de prestations non programmables correspond à la fourniture et à la pose d'extincteurs neufs (hors ceux relevant de la part prévisible), sparklets, et prestations associées.

3.6 - Etendue du marché public - quantités

L'ensemble des prestations et fournitures pouvant être commandées et devant être réalisé(e)s sont décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux trois lots.

Les quantités des équipements à maintenir sur chaque site figurent aux annexes 1, 2 et 3 du CCTP.

Pour la part de prestations non programmables, les quantités estimatives du marché public sont indiquées au DQE du lot concerné. Ces quantités n'ont pas valeur contractuelle. Elles ne servent qu'à l'analyse des offres.

3.7 - Durée du marché public

Pour le lot 1

Le marché public est conclu pour une période initiale de UN (1) an à compter du 13 juillet 2025 ou de sa date de notification au titulaire si celle-ci est postérieure.

Le marché public peut ensuite être reconduit TROIS (3) fois par période successive de UN (1) an et pour une durée de validité maximale de QUATRE (4) ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rennes reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas s'opposer à la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU de Rennes se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de TRENTE (30) jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

Pour le lot 2

Le marché public est conclu pour une période initiale de UN (1) an à compter du 29 juillet 2025 ou de sa date de notification au titulaire si celle-ci est postérieure.

Le marché public peut ensuite être reconduit TROIS (3) fois par période successive de UN (1) an et pour une durée de validité maximale de QUATRE (4) ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rennes reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas s'opposer à la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU de Rennes se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de TRENTE (30) jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

Dans le cadre de la convergence des marchés liée à la réglementation sur les groupements hospitaliers de territoire (GHT), le titulaire devra prendre en considération l'entrée échelonnée des centres hospitaliers.

Les dates d'entrées des établissements parties concernés sont respectivement les suivantes :

CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE	à partir du 29/07/2025 ou à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure
CENTRE HOSPITALIER Simone Veil	à partir du 29/07/2025 ou à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure
CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE	à partir du 01/01/2026 ou à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure
CENTRE HOSPITALIER de La Roche aux fées	à partir du 29/07/2025 ou à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure
CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE REDON-CARENTOIR	à partir du 29/07/2025 ou à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure
CENTRE HOSPITALIER des Marches de Bretagne	à partir du 29/07/2025 ou à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure

Il est précisé que pour les établissements dont la date d'entrée n'est pas celle de la notification, la durée du marché ne pourra pas excéder la période de validité du marché fixée à 4 ans.

Pour le lot 3

Le marché public est conclu pour une période initiale de UN (1) an à compter du 01 janvier 2026 ou de sa date de notification au titulaire si celle-ci est postérieure.

Le marché public peut ensuite être reconduit TROIS (3) fois par période successive de UN (1) an et pour une durée de validité maximale de QUATRE (4) ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rennes reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas s'opposer à la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU de Rennes se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de TRENTE (30) jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

3.8 - Classification CPV

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification secondaire</i>
50610000 _Services de réparation et d'entretien des matériels de défense et de sécurité	35111300- Appareils extincteurs

Article 4 - Conditions de la consultation

4.1 - Variantes

Les variantes sont-elles autorisées :

☐ Oui

☒ Non

4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) sont-elles demandées :

☐ Oui

☒ Non

4.3 - Options (au sens communautaire)

Au sens du droit communautaire, les options sont les suivantes :

- Le marché public comporte des reconductions ;
- Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Code de la commande publique ;
- Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial au sens de l'article R2122-4, 1° du code de la commande publique.

4.4 - Visite de site

Lot 1 :

Une visite sur site *facultative* est programmée.

Dès retrait du dossier, les opérateurs économiques susceptibles de répondre à cette consultation sont invités à se faire connaître auprès de Mr Jacques Cellier Téléphone : : 02 99 28 93 19 ou Mail : Jacques.CELLIER@chu-rennes.fr

Lot 2 :

Une visite sur site *facultative* est programmée pour le CH de la Guerche.

Dès retrait du dossier, les opérateurs économiques susceptibles de répondre à cette consultation sont invités à se faire connaître auprès de Mr Hervé Téléphone : 0607104547 ou Mail : Julien.HERVE@ch-vitre.fr

Une visite sur site *facultative* est programmée pour le CH de Brocéliande.

Dès retrait du dossier, les opérateurs économiques susceptibles de répondre à cette consultation sont invités à se faire connaître auprès de Madame Vorin : m.vorin@ch-broceliande.fr

Une visite sur site *facultative* est programmée pour le CH des Marches de Bretagne.

Dès retrait du dossier, les opérateurs économiques susceptibles de répondre à cette consultation sont invités à se faire connaître auprès de Monsieur Biard Denis Biard d.biard@chmb.fr

Une visite sur site *facultative* est programmée pour le CH de La Roche aux fées.

Dès retrait du dossier, les opérateurs économiques susceptibles de répondre à cette consultation sont invités à se faire connaître auprès de Monsieur Bougerie : Alain Bougerie a.bougerie@hopital-janze.fr

Une visite sur site *facultative* est programmée pour le CH Simone Veil de Vitré.

Dès retrait du dossier, les opérateurs économiques susceptibles de répondre à cette consultation sont invités à se faire connaître auprès de Monsieur BOUDET Arnaud arnaud.boudet@ch-vitre.fr

Une visite sur site *facultative* est programmée pour le CH de Redon Carentoir :

Dès retrait du dossier, les opérateurs économiques susceptibles de répondre à cette consultation sont invités à se faire connaître auprès de Monsieur Lionel.SIMONNEAU Lionel.SIMONNEAU@ch-redon.fr

Lot 3 :

Une visite sur site *facultative* est programmée pour le CH Guillaume Régnier.

Dès retrait du dossier, les opérateurs économiques susceptibles de répondre à cette consultation sont invités à se faire connaître auprès de PERDEREAU MICKAEL Téléphone : 02 99 33 39 00 ou Mail : m.perdereau@ch-guillaumeregnyer.fr

4.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à six (6) mois à compter de la date limite de réception des offres.

4.6 - Conditions de participation des concurrents

L'offre peut être présentée par un opérateur économique seul ou par un groupement d'opérateurs économiques.

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique pour la présentation de l'offre.

Toutefois, la forme souhaitée est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché public est d'une forme différente, il pourra se voir obligé d'assurer sa transformation pour se conformer à ce souhait.

Les opérateurs économiques ne peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Si l'attributaire désigné est un groupement entre plusieurs opérateurs économiques, le marché public sera alors signé avec le mandataire du groupement, mais tous les co-traitants devront fournir les documents administratifs exigés à aux articles 8 et 17 du présent règlement de consultation, sous peine d'élimination du groupement.

4.7 - Sous-traitance

Le marché public peut faire l'objet d'une sous-traitance, telle que définie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, dans les cas prévus à l'article L2193-3 du Code de la commande publique.

Dans le cas où la demande de sous-traitance (DC4) intervient au moment du dépôt de l'offre, l'opérateur économique fournit à l'appui de son offre une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités techniques, professionnelles, économiques et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du (des) marché(s) public(s) emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

4.8 - Modes de règlement du marché public

Les prestations, objet du présent marché public, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique et financées selon les modalités suivantes :

- Financement : ☒ Budget d'exploitation : recettes liées à l'activité T2A, aux mutuelles et patients, et dotation annuelle complémentaire
☐ Budget d'investissement : emprunt et autofinancement
- Paiement à 50 jours conformément à l'article R2192-11, 1° du Code de la commande publique.

4.9 - Développement durable : clause d'exécution environnementale/ critères environnementaux

Le marché public comporte une clause d'exécution environnementale définie au CCAP/CCTP : ☐ Oui ☒ Non

Le marché public comporte des critères environnementaux de sélection des offres : ☐ Oui ☒ Non

4.10 - Développement durable : Insertion par l'activité économique

Le marché public comporte une clause d'exécution au titre de l'insertion définie au CCAP/CCTP : ☐ Oui ☒ Non

CHAPITRE III - MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Article 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation (DC) est constitué des pièces suivantes :

- ✓ Le présent règlement de la consultation (RC) et son annexe procédure de dématérialisation ;
- ✓ L'acte d'engagement (AE) propre à chaque lot et ses annexes :
 - Annexe n°1 : bordereau de prix (BP) propre à chaque lot ;
- ✓ Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) propre à chaque lot ;
- ✓ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Inventaire Lot 1 « CHU de Rennes »
 - Annexe n°2 : Inventaire Lot 2 « Etablissements parties »
 - Annexe n°3 : Inventaire Lot 3 « Centre Hospitalier Guillaume Rénier »
- ✓ Le cadre de réponse technique.

Article 6 - Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation peut être obtenu par téléchargement sur le site du profil acheteur suivant :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Toutefois, avant de procéder au téléchargement de ce dossier, les opérateurs économiques sont invités à prendre connaissance des modalités et exigences décrites en annexe 1 du présent règlement.

Article 7 - Renseignements complémentaires – modification

7.1.2 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard dix (10) jours avant la date limite de réception des plis, une demande écrite sur le site du profil acheteur suivant :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée sur le site du profil acheteur, à tous les opérateurs économiques ayant retiré le dossier, six (6) jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

7.1.3 Modifications de détails du dossier de consultation

Le CHU de Rennes se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans contestation possible.

Si, pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

CHAPITRE IV - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER

Chaque opérateur économique devra produire un dossier complet rédigé en langue française ou accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les offres seront exprimées en euros.

Article 8 - Contenu de la candidature

L'opérateur économique produit les pièces suivantes en fonction qu'il utilise soit le DUME ou non.

En cas de groupement, chaque cotraitant produira l'ensemble des documents ci-dessous.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques, économiques et financières, l'opérateur économique, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public.

8.1.1 DUME

Les opérateurs économiques peuvent présenter leurs candidatures avec le Document Unique de Marché Européen (DUME) disponible sur :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

8.1.2 Hors DUME

L'opérateur économique produit :

- La lettre de candidature modèle DC1, ou équivalent ;
- La déclaration du candidat modèle DC2, ou forme libre, reprenant les mêmes éléments que ceux indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence ;
- Un dossier de candidature présentant :
 - le chiffre d'affaire global réalisé aux cours des trois derniers exercices et la part du chiffre d'affaire liée aux prestations objet du présent marché public au cours des 3 derniers exercices ;
 - une présentation de la société, explicitant les moyens humains et matériels justifiant l'aptitude du candidat à pouvoir répondre au marché public ;
 - les références au regard de prestations similaires ou de même nature (dans le secteur hospitalier et dans le domaine fonctionnel), réalisées ou en cours de réalisation au cours des 3 dernières années ;
- En cas de redressement judiciaire, une copie du jugement prouvant qu'il est habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

Article 9 - Contenu de l'offre

L'offre sera constituée par les pièces suivantes :

1. L'acte d'engagement du lot concerné, accompagné d'un relevé d'identité bancaire (RIB) ou relevé d'identité postale (RIP) et son annexe :
 - a. Annexe n°1 : le bordereau de prix (BP) propre à chaque lot ;
2. Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) propre à chaque lot ;
3. Un mémoire technique comportant :
 - a. L'organisation mise en œuvre pour effectuer la **maintenance** (nombre d'équipement de sécurité vérifiés dans une journée) ainsi que les **précautions prises pour travailler en site occupé**. Le titulaire décrira la méthodologie et les moyens mis en œuvre pour respecter les règles d'hygiène décrites dans le CCTP ;
 - b. Moyens humains (organigramme, nombre d'équipes prévues pour la maintenance, nombre de personnes par équipe, Profil (diplômes, qualifications et expérience) des agents proposés pour réaliser la prestation ainsi qu'une copie du certificat d'aptitude professionnelle d'agent vérificateur d'appareils extincteurs conforme à l'arrêté du 20 décembre 1996) ;
 - c. Un descriptif de la méthodologie mise en œuvre pour la maintenance préventive et corrective/curative (préparation de l'intervention, déroulé des prestations, stocks de pièces détachées...) ;
 - d. Un exemple de rapport de visite et le délai d'envoi du rapport suite à la visite ;

- e. les fiches techniques des équipements ou produits proposés ;
- f. les délais de livraison des extincteurs, RIA et sparklets neufs ;
- g. **le calendrier prévisionnel** détaillé d'exécution des prestations de la part prévisible en semaine, pour la première année du marché décomposé selon le type d'équipement ;
- h. Cadre de réponse technique complété propre à chaque lot.

L'ensemble des documents concernés doivent être **complétés**.

NOTA : La signature de l'offre est possible mais pas obligatoire. Seul l'attributaire est tenu de la signer.

Article 10 - Conditions de remise des échantillons

10.1 - Remise des échantillons

Des échantillons sont exigés :

☐ oui

☒ non

sont informés qu'en l'absence d'échantillons, leur offre ne pourra pas être examinée et sera déclarée irrégulière.

CHAPITRE V - MODALITES DE REMISE DES PLIS

Article 11 - Conditions d'envoi des plis

11.1 - Transmission par voie dématérialisée

Les opérateurs économiques doivent impérativement transmettre leur pli par voie dématérialisée, sur le profil acheteur suivant :


<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les opérateurs économiques sont invités à prendre connaissance des consignes figurant en annexe 1 du présent règlement de consultation.

Les plis doivent parvenir au plus tard avant les dates et heures limite indiquée sur la première page du présent règlement de consultation.

11.2 - Copie de sauvegarde

Les opérateurs économiques peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « NE PAS OUVRIR - copie de sauvegarde » - l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'opérateur économique. Elle est transmise à l'adresse suivante :

 CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES
DIRECTION DES ACHATS
4 ème étage du Bâtiment Santé Publique
Rue Henri le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

L'opérateur économique se reporte à l'annexe 1 au présent règlement de consultation pour suivre la procédure de copie de sauvegarde.

11.3 - Signature du marché public

Les opérateurs économiques sont informés que l'attribution du marché public pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché public.

CHAPITRE VI - ESSAIS ET DEMONSTRATION / PRESENTATION

Article 12 - Essais

Aucun essai ne sera demandé aux soumissionnaires.

Article 13 - Démonstration / Présentation

Aucune démonstration/présentation n'est prévue dans le cadre de la présente consultation.

CHAPITRE VII - SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES

Article 14 - Examen des candidatures

En application de l'article R2144-2 du Code de la commande publique, si le CHU de Rennes constate que des pièces ou informations, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés, de compléter leur dossier de candidature dans un délai maximum de cinq (5) jours.

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat ne satisfait pas aux conditions de participation, ou ne peut pas produire dans le délai imparti, les documents, compléments ou explications requis par le CHU de Rennes, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Article 15 - Jugement et classement des offres

Le CHU de Rennes vérifie que les offres sont régulières, acceptables et appropriées.

Le CHU de Rennes élimine les offres inappropriées ou inacceptables. Il peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser des offres irrégulières dans un délai qu'il estime approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour **l'ensemble des lots**, le CHU de Rennes choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sur la base des critères, pondérés comme suit :

Critère	Pondération du critère	Sous-critères	Pondération du sous-critère
1 Prix	70%	- Prix du forfait de maintenance (sur la base du BP)	- 80%
		- Prix des prestations non programmables (sur la base du DQE)	- 20%
2 Valeur Technique sur la base du mémoire technique	30%	- Moyens humains affectés au marché (composition de l'équipe, organigramme, profil de chaque personne précisant les expériences et qualifications et habilitations)	-30%
		- Qualité de la méthodologie, organisation et précautions prises pour travailler en site occupé et dans des centres hospitaliers	-30%
		- Cohérence et pertinence du calendrier prévisionnel fourni	- 20%
		- Qualité du rapport et délai de restitution après la visite.	-10%
		- délai de livraison et installation des extincteurs, RIAs et sparklets neufs	-10%

Si une offre apparaît anormalement basse, le CHU de Rennes peut la rejeter par décision motivée, après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge opportun et vérifier les justifications fournies.

CHAPITRE VIII - ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS

Article 16 - Information des décisions de rejet

Conformément à l'article R2181-1 du Code de la commande publique, le CHU de Rennes notifie sans délai à chaque candidat ou soumissionnaire concerné sa décision de rejeter sa candidature ou son offre.

Article 17 - Attribution

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que l'attributaire produise les certificats et attestations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales.

Le délai imparti par le CHU de Rennes à l'attributaire, pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci, et ne pourra être supérieur à dix (10) jours.

L'attributaire dont l'offre est retenue en est informé par courrier ou par échange dématérialisé.

Il fournit impérativement les documents suivants :

Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).
Le CHU de Rennes s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à [l'article L 241-1 du code des assurances](#), l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à [l'article L.243-2 du code des assurances](#).

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Ces pièces doivent être fournies au CHU de Rennes tous les six mois durant l'exécution de ce marché public.

L'attributaire doit également remettre au CHU de Rennes, avant la notification du marché public et tous les six mois durant l'exécution de ce marché public, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces seront exigées pour tout marché public d'un montant supérieur à 5 000 € HT (art. R.8222.1 du code du travail), dans le délai impératif fixé par le CHU de Rennes. A défaut, l'offre du candidat sera rejetée.

CHAPITRE IX - RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Rennes
3, Contour de la Motte CS44416
35044 Rennes Cedex
Téléphone : 02 23 21 28 28.
Télécopie : 02 99 63 56 84.
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme ;
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.